

Monsieur le président,

Nous avons terminé l'année 2024 avec une instabilité politique rare en espérant voir un début d'année 2025 plus serein, il n'en fut rien !

C'est désormais la scène internationale qui témoigne d'une rare violence : guerres, menaces de rétorsion, droits de douanes, outrances sans limite, prétentions territoriales injustifiées...

Nous vivons une période d'insécurité certaine et dangereuse.

Même l'économie, pourtant si longtemps portée comme l'objectif ultime, devient un simple paramètre dans les relations internationales.

La raison semble avoir abandonné certains des plus hauts dirigeants de la planète, et devant des réactions erratiques, personne ne peut prédire quelles seront les futures lubies qui inonderont nos actualités quotidiennes.

Et la fonction publique dans tout cela ? Comment ne pas imaginer que des idéologies radicales, désormais pleinement en application dans d'autres pays, risquent de devenir les graines des idées de futurs dirigeants de notre pays ?

Réduits à l'état de spectateurs, nous voyons à quel point cette radicalité peut, avec l'assentiment du plus grand nombre, détruire toutes les politiques sociales pour aboutir au développement d'une société égoïste, sans souci de l'autre, cultivant les écarts inégalitaires avec une certaine délectation et sacrifiant des grands symboles d'une société unie pour le pouvoir et l'argent des plus riches.

De notre côté la direction générale annonce un regain des suppressions d'emplois pour la DGFIP : 550 ETP. depuis une quinzaine d'années, la DGFIP réduit ses effectifs, grignotant chaque année une portion de personnel, au nom de la sacro sainte transformation de la fonction publique.

Une politique qui depuis 2007, année de la fusion DGI-DGCP, nous a fait passer de 180 000 agents à moins de 98 000.

Et ce sont les agents qui payent les pots cassés, augmentation des charges de travail, avec toutes les conséquences connues, ambiance délétère, niveau de service public en chute libre...

Et donc pour remercier ses agents de leurs efforts, blocage du point d'indice depuis 15 ans, dérégulation de la gestion du personnel (cf : mutations, gestion au profil, contractualisation et donc précarisation des emplois...), attractivité réduite et pour couronner le tout, une stigmatisation des agents publics par une classe politique qui jette l'opprobre sur les serviteurs de l'état...

La fonction publique est devenue une variable d'ajustement du budget de l'état et une cible facile d'une classe politique en mal de bouc émissaire.

Et les annonces du président de la république ne sont pas faites pour rassurer...

Dans tous les cas, la CFTC restera vigilante sur tous les sujets d'actualité qui risquent d'impacter la vie des agents.